

30 septembre 2020 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Conférence de presse du Président Emmanuel Macron et du Premier ministre Arturs Krišjānis KARIŅŠ

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup, Monsieur le Premier ministre, cher Krišjānis, merci pour ces mots et cet accueil et nous sommes très heureux d'avoir pu partager ce moment de discussions libres et stratégiques dans un lieu comme celui-ci. Nous sommes collectivement, la délégation et moi-même, très heureux de poursuivre aujourd'hui les échanges commencés hier soir, et, vous l'avez dit à l'instant, de regarder comment nous pouvons faire davantage ensemble sur le plan bilatéral, ensemble dans la région et ensemble en Europe et avec nos voisins.

Sur le plan bilatéral, le Premier ministre l'a dit, nous avons évoqué plusieurs sujets, et en particulier la volonté de renforcer nos coopérations scientifique, technologique et économique sur certains sujets clés, en particulier la 5G, le quantique, les nouvelles technologies. Et sur l'ensemble de ces sujets, des échanges entre entreprises et chercheurs seront structurés pour poursuivre le travail que nous avons commencé et qui est, je crois pouvoir le dire, véritablement une volonté de défricher de nouvelles relations et d'essayer de voir des coopérations bilatérales nouvelles.

Ensuite, nous avons évidemment évoqué d'autres types de partenariats. Vous l'avez évoqué, nous aurons tout à l'heure un débat avec le Président et des experts engagés sur le sujet de la lutte contre la désinformation. Je crois que la déclaration que nous signons Lettonie, Lituanie et France est extrêmement important pour la protection des processus électoraux et la lutte contre la désinformation en Europe. C'est d'abord un mode de coopération entre nous qui va permettre de déclencher ensuite, j'en suis sûr, véritablement tout un processus européen, mais qui montre aussi notre attachement à une réponse très concrète contre des phénomènes que vous avez eu à vivre, que nous avons eu à vivre et face auxquels nous devons protéger notre Europe.

Nous avons aussi souhaité renforcer le dialogue stratégique entre nos pays et en particulier avec l'ensemble des États baltes. Et donc il a été décidé qu'un format entre les 3 États baltes et la France serait mis en place au niveau des ministres des Affaires étrangères pour poursuivre ce dialogue stratégique et pouvoir échanger de manière régulière sur nos agendas.

Ensuite, il y a tout ce qu'on fait ensemble en Europe. Et nous avons là-dessus une discussion, je crois, extrêmement importante sur l'agenda climatique. Moi, je n'oublie pas, j'ai eu l'occasion de le dire hier, que vous avez décidé, à Sibiu, de rejoindre l'initiative que nous avons prise à l'époque avec les Pays-Bas pour la neutralité carbone. Nous étions deux au début. Nous sommes ensuite devenus 8, plus 10. Mais votre arrivée avait été un élément extrêmement important parce que beaucoup de pays regardaient au fond la région en disant : jamais ils n'iront vers un tel engagement. Vous avez décidé d'accélérer la transition de votre pays et de prendre des engagements très forts pour la neutralité carbone. C'est ce qui nous a permis ensuite d'arriver non seulement à un accord au niveau du Conseil européen, mais de porter ce Green deal voulu par la Commission et les investissements que nous avons décidé en juillet. Maintenant, ce sera une question de mise en œuvre et un renforcement de ce marché carbone européen et surtout d'une vraie transformation de nos industries. Et nous avons pu voir combien nous sommes d'accord aujourd'hui pour qu'un mécanisme d'inclusion carbone soit mis en place et que nous donnions plus de substance, de cohérence à cet agenda climatique compatible avec notre compétitivité au niveau de l'Europe.

Bien évidemment, nous avons également parlé des sujets géopolitiques et régionaux. J'ai eu l'occasion, hier, de rencontrer l'opposante Svetlana TIKHANOVSKAIA. Nous avons évoqué hier soir et ce matin le sujet de la Biélorussie et je veux ici redire notre détermination commune pour qu'une solution politique pacifique, une transition soit trouvée, réitérer la non-reconnaissance du résultat des élections par l'Europe et redire tout notre soutien à notre admiration au courage des manifestants. Nous avons parlé des sujets de sécurité et de défense, hier soir comme ce matin, évidemment, de l'OTAN et de notre présence militaire dans la région et dans ce cadre, mais aussi du voisinage, et en particulier de la Russie. Et je crois pouvoir dire que nous progressons là aussi sur ce sujet, à la fois parce que je pense que nous avons clarifié les intentions qui sont les nôtres de réengager un dialogue sans complaisance ni naïveté avec la Russie, la nécessité d'aborder tous les sujets et, au fond, de renvoyer l'absence de réponse à la responsabilité de l'autre parti. Mais la Lettonie sait ô combien il est important d'avoir une démarche exigeante, mais qui permet de lever les ambiguïtés, d'essayer de réengager

notre voisinage sur ce sur quoi on peut le réengager, d'être extrêmement ferme sur des situations comme l'Ukraine, d'être extrêmement claire sur des situations comme la Biélorussie, mais de bâtir cet agenda exigeant. Nous avons eu une longue discussion d'ailleurs, sur les moyens d'avoir un agenda positif, mais aussi des méthodes, si je puis dire, dissuasives dans ce dialogue. Mais je crois pouvoir dire que c'est cette confiance qu'il y a entre nous qui permettra seule d'avancer. Notre volonté est en tout cas que l'ensemble du dialogue que nous conduisons avec la Russie soit un dialogue partagé, pleinement transparent, prenant en compte les enjeux de sécurité de l'ensemble de nos partenaires de l'Union européenne et évidemment, en premier chef, la Lettonie et à chaque étape, pleinement partagée. Nous verrons d'ailleurs ce que ce dialogue peut produire comme résultat positif parce que je considère que c'est notre responsabilité de l'engager, de le mener, mais aussi vrai qu'il faut être deux pour faire du tango, il faut être deux pour dialoguer et donc ça dépend aussi de la volonté de la partie engagée d'avancer ou pas sur tel ou tel sujet. Mais je crois que c'est véritablement notre volonté. Les ambiguïtés qu'il y avait pu y avoir ou incompréhensions sont progressivement levées et c'est aussi notre volonté d'avoir véritablement une grande implication et intrication de nos équipes pour que ce travail soit mené ensemble.

Voilà les quelques points que je voulais faire en complément mais je partage tout ce qui a été dit par Monsieur le Premier ministre et merci encore, cher Krišjānis, pour l'accueil, la franchise de notre discussion, et surtout, le goût de l'avenir que nous partageons. Parce qu'au fond, nous avons surtout ce matin parlé de nos volontés de faire davantage ensemble, d'innover, de bâtir l'Europe du futur et je crois que c'est très important dans cette période. Merci beaucoup.

[...]

Journaliste

Bonjour, J'adresse ma question au président MACRON. Vous avez mentionné le dialogue stratégique avec la Russie, vous avez mentionné cela en Lituanie et ici en Lettonie. Vous avez abordé ce sujet. Quelle était la réaction de vos collègues baltes à cette initiative de dialogue stratégique avec la Russie ? Et une question supplémentaire, quel résultat concret vous envisagez lors de ce dialogue ? Et j'adresse ma question à Monsieur KARINS, quelle est votre réaction concernant cette initiative de Monsieur MACRON ? Monsieur MACRON vient de mentionner le fait qu'il fallait engager tout le monde dans le dialogue bilatéral, quel est le point de vue de la Lettonie ? Merci.

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup pour votre question. Sur la réaction de mes partenaires lettons, je laisserai le Premier ministre répondre. Ça me semble plus honnête. Moi je peux vous dire pourquoi j'ai voulu engager cette démarche, pourquoi je suis venu aussi pour en parler et ce que je ressens.

Nous avons une géographie et une histoire, et la Russie a aussi une histoire de puissance européenne, et nous avons une géographie, nous sommes voisins. Et je le dis tout particulièrement ici. Nous sommes voisins et il y a aussi la réalité des populations. Je m'exprime ici devant vous dans un pays qui a une communauté russe ou d'origine russe qui n'est pas négligeable, et une partie de la population, y compris à Riga, qui est d'origine russe et russe qui n'est pas négligeable. Donc est-ce qu'on peut faire comme si la Russie n'existait pas ? Non. Nous avons pendant longtemps, au fond, considéré que ce qui structurait notre discussion avec la Russie, nos échanges, c'était l'OTAN et donc nous l'avons délégué à la relation transatlantique. Je pense que nous arrivons à un moment où nous devons la repenser davantage par nous-mêmes. Ça ne veut pas dire renoncer à la relation transatlantique, au contraire. Je crois avoir plusieurs fois clarifié ce point. Mais ça veut dire, avoir une capacité des Européens pour eux-mêmes et par eux-mêmes à penser leurs relations avec la Russie. Parce que c'est ce qui nous permettra de construire une relation beaucoup plus stable dans le temps et plus protectrice.

J'en veux pour preuve que les traités qui régissaient jusque récemment le désarmement en Europe étaient des traités qui étaient entre la Russie et les Etats-Unis d'Amérique. Nous n'étions même pas partie à ces traités. Et durant les 15 dernières années, ces traités ont été déchirés. Nous ne sommes plus protégés. Le dernier étant le fameux traité dit FNI, qui nous protégeait et dont les Américains sont sortis, considérant que les Russes ne le respectaient plus. Qu'est-ce que nous avons à la place ? Rien. Parce que nous n'avons pas construit les voies d'un dialogue du désarmement concernant l'Europe avec la Russie nous-mêmes. C'est une erreur.

Ensuite, quand on regarde l'évolution des dernières années, nous avons, à juste titre, une relation qui s'est

durcie avec la Russie en raison du conflit ukrainien, de l'occupation de l'Ukraine après la guerre menée par la Russie. Nous avons mis des sanctions qui ont eu peu d'efficacité. Mais ce que je pense, c'est que nous ne devons pas rester dans une situation où, en raison de ce conflit, nous ne parlons plus du reste. Et donc, l'agenda de discussions est un agenda très large, qui doit aller des sujets défensifs aux sujets offensifs, mais qui consiste à voir quel est le chemin qui nous permettra d'aller vers une forme de normalisation de nos relations avec la Russie. Parce que nous partageons le même espace, parce que nous voulons qu'il n'y ait plus de cyberattaques, qu'il n'y ait plus de déstabilisation de nos démocraties, un règlement des conflits régionaux - l'Ukraine au premier chef - mais l'ensemble des conflits régionaux.

Et donc nous avons des points où nous sommes en désaccord avec la Russie, où la Russie vient déstabiliser nos démocraties ou a envahi l'Ukraine. Nous avons des sujets sur lesquels nous pouvons travailler avec la Russie. Ce qui se passe, par exemple, au Nord Karabakh est un bon sujet. La Russie, les Etats-Unis et la France font partie de ce qu'on appelle le groupe de Minsk. Nous sommes censés travailler ensemble. Et si nous n'engageons pas la Russie, nous ne régleront pas tous ces conflits régionaux. Et puis nous avons les sujets d'avenir où la question est posée aux Russes de savoir s'ils veulent travailler avec nous et comment. Et puis nous avons notre sécurité collective qui impose, compte tenu de notre géographie, d'avoir une discussion avec les Russes. On ne réglera jamais le sujet du désarmement et de la protection du sol européen, sans avoir une discussion avec la Russie. Donc vous voyez, tous ces sujets justifient de réengager un dialogue parce que si nous nous tournons simplement le dos, avec sanctions contre sanctions, nous ne réglons pas ces sujets et nous, Européens, nous ne nous protégeons pas bien, parce que notre relation avec la Russie ne peut pas être simplement déléguée au lien transatlantique.

Tout cela a suscité, quand je l'ai lancé, beaucoup de craintes, de réactions que je comprends parce qu'il y a la force de l'histoire. Et je le dis dans votre pays qui a subi l'oppression, la domination soviétique, et qui a reconquis par son courage propre son indépendance. Et donc je le dis avec beaucoup de respect et beaucoup d'humilité, une volonté de comprendre aussi toutes ces blessures qui sont très récentes et avec, je pense quelque chose que j'espère j'ai clarifié, qui est de dire : à aucun moment ce dialogue ne sera un dialogue qui met en cause ou qui compromet votre sécurité, ou qui nie votre histoire. Mais ma conviction c'est que notre avenir, y compris l'avenir de la Lettonie, se construit d'autant mieux que nous avons un dialogue en Européens avec la Russie. Parce que ma volonté, c'est de ne jamais laisser seule la Lettonie dans un face-à-face déséquilibré, compte tenu de ce qu'elle a vécu dans son histoire. Et donc c'est dans cet esprit-là que nous avançons. Et vous savez, je crois que la France est crédible lorsqu'elle dit qu'elle est prête à protéger la souveraineté de ses partenaires de l'Union européenne. Nous l'avons encore montré l'été dernier au sud de l'Europe, lorsqu'il faut aller défendre la souveraineté de la Grèce ou de Chypre. Regardez le nombre d'Européens qui bougent vraiment. La France est là. Donc ce dialogue n'est pas un dialogue de compromis ou de négociation pour réduire notre vigilance ou laisser faire, c'est un dialogue d'exigence mais parce qu'on a besoin d'avoir cet échange stratégique.

Je crois avoir mieux compris le poids de cette histoire et les craintes qu'il y a. Je sens chez beaucoup de mes interlocuteurs, si je peux me permettre cette qualification, sous le contrôle du Premier ministre, en Lituanie comme en Lettonie, un doute qui pointe sur la sincérité que la Russie peut avoir dans la construction d'un tel dialogue. Mais je crois que personne ne peut nier le fait qu'on a besoin d'essayer de trouver des chemins et que c'est plus protecteur et constructif de le faire en Européens, plutôt que de laisser chacun avoir sa politique en ordre dispersé. Donc je pense que les choses avancent et que les malentendus se lèvent. Mais encore une fois, il faudra du temps, je vous ai donné les grands chantiers. Ça n'est pas des choses qui se construisent du jour au lendemain, mais si on ne s'y prend pas maintenant, nous n'aurons pas de résultat dans un temps utile. Mais ce sont des choses qui prendront plusieurs années à coup sûr.